Chronologie de la Guinée (1952-2010)

- 158 partages

Depuis son indépendance en 1958, la Guinée est soumise au fléau des régimes autoritaires et des coups d'états. Va-t-elle connaître une éclaircie avec la première élection libre depuis l'indépendance, dont le second tour est fixé au 19 septembre?

1952 : le syndicaliste Ahmed Sékou Touré prend la tête du mouvement nationaliste dans ce qui est alors une colonie française.

1958 : le Guinée proclame l'indépendance. Sékou Touré met en place un régime autoritaire.

1965 : Sékou Touré rompt les relations avec la France qu'il accuse de comploter contre lui.

1961 : la Guinée forme avec l'Union des Etats africains avec le Mali et le Ghana.

1975 : Conakry se rapproche de la France.

1984 : mort de Sékou Touré. Coup d'Etat du colonel Lansana Conté et de Diarra Traore.

1985 : coup d'état avorté de Diarra Traore qui a été écarté de son poste de ministre de l'éducation.

1990 : une nouvelle constitution met fin au régime militaire et introduit le multipartisme.

1991 : le parti de Lansana Conté emporte 71 des 114 sièges de l'Assemblée.

1993 : élection présidentielle pluraliste remportée par Lansana Conté.

1996 : 30 personnes sont tuées à l'occasion d'une mutinerie de l'armée.

1998 : réélection de Lansana Conté.

2000 : Alpha Condé, dirigeant de l'opposition, est condamné à 5 ans de prison pour avoir fomenté une rébellion. Il sera libéré en mai 2001.
Début d'incursions des groupes armés en provenance du Libéria et du Sierra Leone voisins, en guerre civile

Novembre 2001 : 98 % de "oui" à la proposition de réforme de la constitution visant à prolonger de cinq à sept ans le mandat présidentiel, sans limite d'âge et sans limitation du nombre de mandats.

Juin 2002 : victoire, avec 85 sièges, du Parti de l'unité et du progrès (PUP) du président Lansana Conté aux élections législatives, qualifiées de "farce électorale" par l'opposition.

Novembre 2003 : adoption d'un loi d'amnistie. Elle concerne notamment des sympathisants du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), arrêtés en 1999, et son dirigeant Alpha Condé, qui recouvre ses droits civiques.
Décembre 2003 : Lansana Conté est réélu au premier tour de scrutin avec 95,6 % des suffrages à l'occasion d'un scrutin boycotté par l'opposition.

Avril 2004 : démission du Premier ministre François Lonseny Fall, en désaccord avec le président Lansana Conté sur les pratiques en cours ainsi que la persistance du manque de dialogue.

2005
Janvier : Lansana Conté fait l'objet d'une tentative d'assassinat.
Juillet : Alpha Condé rentre en Guinée après deux ans d'exil en France.

2006
Avril : limogeage du premier ministre Cellou Dalein Diallo.
Juin : grève générale et manifestations pour le pouvoir d'achat sont réprimées par l'armée, faisant une quinzaine de morts.

2007
Janvier-février : grève générale illimitée. Des manifestations réprimées par les forces de l'ordre font plus de 100 morts. La nomination par le chef de l'Etat d'un proche, le ministre Eugène Camara au poste de Premier ministre, déclenche la colère des syndicats et de l'opposition qui exigent la démission du président Conté. L'état de siège est décrété.
Mars : nommé sous la pression des syndicats et des médiateurs internationaux, le Premier ministre Lansana Kouyaté forme un gouvernement de consensus.
Mai : mutinerie de soldats pour une hausse de leur solde.

2008
Janvier : le limogeage du ministre de l'information et son remplacement par un proche du chef de l'Etat, considéré par l'opposition comme un affront à l'autorité du Premier ministre Lansana Kouyaté provoque des émeutes.
Mai : le Premier ministre Lansana Kouyaté est limogé.
22 décembre : décès de Lansana Conté.
24 décembre : le capitaine Moussa Dadis Camara s'autoproclame chef de l'Etat. Il promet de rendre le pouvoir aux civils, de s'attaquer à la misère, à la corruption et au narcotrafic.

2009
Janvier : nomination d'un gouvernement constitué de 29 membres parmi lesquels les civils sont majoritaires. Seuls neuf ministres appartiennent à l'armée, selon le souhait de la communauté internationale.
Août : la junte annonce la tenue d'élections en janvier 2010.
Septembre : repoussant la probable candidature de Dadis Camara à la présidentielle de janvier 2010 et sa dérive autocratique, le Forum des forces vives, regroupant partis d'opposition, syndicats et organisations de la société civile, organise un rassemblement dans le stade de Conakry. Celui-ci

est violemment réprimé par l'armée. On compte plus de 150 morts. La France annonce la suspension de sa coopération militaire et le réexamen de son aide bilatérale.
Octobre : l'Union européenne et l'Union africaine décrètent des sanctions contre la junte.
L'ONU entame une enquête sur le massacre de civils du 28 septembre à Conakry.
Décembre : le chef de la junte, Dadis Camara, est victime d'une tentative d'assassinat de la part de son aide de camp, dans un camp militaire de la capitale.

2010
Janvier : Dadis Camara, parti se faire soigner au Maroc et au Burkina Faso renonce à rentrer en Guinée. Le général Sékouba Konaté assure l'intérim. Jean-Marie Doré, porte-parole de l'opposition est désigné pour diriger le gouvernement.
Juin : première élection libre de l'histoire de la Guinée. L'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo et l'opposant historique Alpha Condé se qualifient pour le second tour avec, respectivement 43,69% et 18,25% des suffrages.
Août : après une médiation africaine, le second tour, qui a été retardé, est fixé au 19 septembre. L'élection sera reportée à deux reprises.
7 novembre : second tour de l'élection présidentielle.
15 novembre : les deux candidats revendiquent la victoire à la présidentielle.
16 novembre : l'opposant historique Alpha Condé remporte l'élection présidentielle avec 52,5% des voix annonce la Commission électorale nationale indépendante, selon des résultats provisoires.
17 novembre : le général Sékouba Konaté, décrète l'état d'urgence jusqu'à la proclamation des résultats définitifs de l'élection présidentielle, en raison de violences.